



## Communiqué de presse de l'Intersyndicale des Finances Publiques de la Seine Maritime sur la géographie revisitée

Le 6 juin, les services de Bercy de M Darmanin ont envoyé à l'ensemble des rédactions régionales et nationales les cartes 2022 relatives à «la déconcentration de proximité» des services des Finances Publiques, ainsi qu'un communiqué vantant l'augmentation des «points de contact» de la Direction Générale des Finances Publiques à l'horizon 2022. Ainsi, pour la Seine Maritime, les points d'accès aux Services des Finances Publiques passeraient de 42 à 57 !

**Les Organisations Syndicales dénoncent cette présentation «attrayante» qui trompe les élus et les citoyens !**

Ces éléments sont mensongers et visent à masquer l'ampleur des restructurations qui concerneront les Finances Publiques d'ici 2022.

### Destruction du réseau :

En Seine-Maritime, **la suppression de la quasi totalité des trésoreries, de 5 Services des Impôts des Entreprises sur 8 et de 3 Services des Impôts des Particuliers sur 9** d'ici 2022 est annoncée. Ces services, et en particulier les trésoreries assurent aujourd'hui un maillage territorial assez fin qui permet un accueil généraliste de proximité, tout au long de la semaine, tout au long de l'année.

D'ici 2022, l'objectif de la DGFIP est de supprimer 13 % de ces emplois.

### Arnaque en trompe-l'œil :

La carte 2022 réussit le tour de force de montrer plus de présence DGFIP sur le territoire en 2022 qu'en 2019 ! La réalité est toute autre ! **Il ne resterait que 19 réels sites Finances Publiques, contre 42 aujourd'hui.**

Les autres sites ne sont que des «points d'accueil de proximité». Ils peuvent consister en une simple permanence répondant à un accueil de 1<sup>er</sup> niveau (délivrance d'imprimés, paiement de l'impôt sur le portail, prise de rendez-vous...) dont la pérennité reste à démontrer faute de visiteurs. Ils pourraient être tenus par du personnel extérieur et il y aurait peut-être des permanences mensuelles ou hebdomadaires tenues par un agent DGFIP ou PAS, voire même uniquement un lieu de passage d'un conseiller aux collectivités locales ...

Sous couvert d'une propagande aguicheuse, les Organisations Syndicales FO, Solidaires, CGT et CFDT dénoncent une **communication ministérielle mensongère** visant à faire croire à nos concitoyens et aux élus locaux que l'on remettrait du service public là où il n'y en avait plus, **alors que l'objectif de ce projet est en réalité un plan social massif** qui ne permettra plus aux agents de répondre aux attentes des usagers.

Pour l'intersyndicale de Seine Maritime, il faut sauvegarder le réseau de la DGFIP et ses missions qui sont systématiquement sabordées depuis des années. Nous devons pouvoir assurer un accueil pour l'ensemble des missions des Finances Publiques, le service public de proximité étant la seule garantie d'un égal accès à tous les citoyens !

**NOUS REFUSONS CETTE GEOGRAPHIE REVISITEE ET  
EXIGEONS LE RETRAIT DU PROJET**